

+ S I O I D G U R H A T A G U N D I D , H I R I D U S +

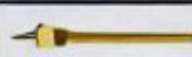
GOLDEN NEWS



N I O R E G I T T A G O L L N G T E R T T

G O O D N O I F P R O T

G R O N N E Y I S E N O U , W O R E D Y S T



7 3 9

0 0

0 0 0

0 0 0



7 3 9

0 0

0 0 0

L'actualité dorée - Novembre 2024

Sommaire :

EDITO :

AU NIVEAU LOCAL :

La Montagne : “Chez le créateur de jeux vidéo Ubisoft, un appel à la grève contre la fin du télétravail”

DREETS : “Auvergne-Rhône-Alpes : lancement du Comité Régional pour l’Emploi (CRPE)

AU NIVEAU NATIONAL :

La Montagne : “Politique, Moins de hausses d'impôts et plus de "valorisation du travail", demandent Gabriel Attal et Gérald Darmanin”

Le Figaro: “Les jeunes de la génération Z font du travail un plaisir et une fierté”

AU NIVEAU INTERNATIONAL :

L’organisation Internationale du Travail : “Le directeur général de l’OIT appelle au renforcement de la coopération internationale pour relever les défis mondiaux du travail”

L’Organisation Internationale du Travail : “Le directeur général de l’OIT s’engage à accroître son soutien à l’Ukraine.”

Edito :

La commission presse de la promotion 2024/2025 du Master 2 droit social a le plaisir de vous accueillir dans sa nouvelle revue d'actualité nommée "L'actualité Dorée", dénomination découlant du thème choisi par les étudiants cette année, Golden ! C'est en partant de ce thème que nous vous dévoilerons les actualités au niveau international, au niveau national et enfin au niveau local, liées au droit social. Cette revue reviendra sur les informations qu'il ne fallait pas manquer le mois précédant sa publication. Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Sur le **plan local**, deux articles vont vous être présentés :

Le premier article a été publié par La Montagne le 15 octobre 2024 et traite de l'appel à la grève contre l'entreprise Ubisoft en raison de sa volonté de limiter le télétravail pour ses salariés.

Le second article a été publié par la Dreets le 22 octobre 2024. Il est relatif au lancement du Comité Régional pour l'Emploi (CRPE) afin d'aider les entreprises à recruter du personnel et à favoriser le plein emploi.

Sur le **plan national**, deux articles vont vous être présentés :

Le premier article a été publié par La Montagne le 7 octobre 2024. Dans un contexte économique difficile, le gouvernement cherche à faire des économies et à renflouer les caisses publiques. Mais ces mesures ne font pas l'unanimité. Certains s'inquiètent de la hausse des impôts demandée par le Premier ministre et affirment leur volonté de renforcer la "valorisation du travail" à la place.

Le second article a été publié par Le Figaro le 2 octobre 2024 et traite de la nouvelle conception que la génération entrant dans le monde du travail (la génération Z) se fait de celui-ci. A savoir, une conception renouvelée, centrée sur de nouvelles priorités.

Sur le **plan international**, deux articles vont vous être présentés :

Le premier article a été publié par l'OIT le 28 octobre 2024. Il traite des déclarations de Gilbert F. Houngbo (Directeur général de l'OIT). Dans ses déclarations aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, il a souligné que la Coalition mondiale pour la justice sociale était une initiative clé pour approfondir le multilatéralisme et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Le second article a été publié par l'OIT le 11 octobre 2024. Lors de sa visite à Kyiv, le Directeur général de l'OIT, Gilbert F. Houngbo, s'est engagé à accroître son soutien à l'Ukraine, soulignant l'engagement de l'Organisation à aider le pays à redresser son marché du travail dans le contexte de la guerre en cours.

Au niveau local :

LA MONTAGNE

La Montagne

“Chez le créateur de jeux vidéo Ubisoft, un appel à la grève contre la fin du télétravail”

Publié le 15/10/2024 à 08h20

Plusieurs syndicats appellent les salariés d'Ubisoft à une grève de trois jours, à partir de ce mardi 15 octobre, alors que le géant français du jeu vidéo traverse une passe difficile avec des ventes en berne et le report d'un jeu majeur, sur fond de rumeurs de rachat de l'entreprise. Motifs de la grogne : la fin du télétravail et le retour au bureau.

Les syndicats dénoncent une mesure prise sans concertation. Les 4.000 salariés d'Ubisoft, géant du jeu vidéo dont le siège se situe à Montpellier, sont désormais obligés de venir travailler au bureau au moins trois jours par semaine alors que le télétravail s'était généralisé dans l'entreprise. Pour améliorer la créativité, argumente Ubisoft.

Un appel à la grève, la deuxième de l'année, a été lancé pour protester contre ce retour en présentiel imposé.

"C'est une décision qui est assez injuste. On revient sur un droit que les salariés ont acquis récemment, explique sur [franceinfo](#) Marc Rutschlé, délégué syndical Solidaires informatique. Entre-temps, on a des collègues qui ont déménagé, qui ont acheté des maisons... Comment vont-ils faire quand il s'agit de revenir trois jours par semaine ? On a aussi des collègues qui sont en télétravail pour des raisons de santé. Il y a mille raisons et elles sont toutes bonnes."

Depuis le 10 octobre, la direction et les syndicats sont en négociation sur les accords de télétravail.



Dreets

“Auvergne-Rhône-Alpes : lancement du Comité Régional pour l’Emploi (CRPE)”

Publié le 22 octobre 2024

Cette nouvelle gouvernance pilotée par l'Etat et la Région, s'est réunie le 18 octobre dernier à Lyon.

La loi pour le plein emploi instaure une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux national, régional, départemental et local. Cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion.

Ce nouveau Comité Régional pour l'Emploi permettra de cadrer l'action d'un service public de l'emploi rénové, avec une collaboration renforcée entre les différents acteurs et l'appui des opérateurs de l'emploi : France Travail, le réseau des missions locales et des Cap emploi.

Deux objectifs principaux fondent son action :

- Répondre aux besoins des entreprises qui peinent à recruter.
- Faciliter l'accès à l'emploi pour tous, en simplifiant et en coordonnant les interventions.

Sa vocation consistera également à proposer, à tous les niveaux des territoires, des solutions adaptées avec une offre de services commune pour simplifier les démarches et d'améliorer l'accès à l'emploi pour tous.

Au niveau national :

LA MONTAGNE

La Montagne

Politique

"Moins de hausses d'impôts et plus de "valorisation du travail", demandent Gabriel Attal et Gérald Darmanin"

Publié le 07/10/2024 à 08h26

Gabriel Attal et Gérald Darmanin ont avancé dimanche des pistes d'économies avec l'objectif de faire "travailler plus" les Français, s'inquiétant des hausses d'impôts voulues par le gouvernement de Michel Barnier.

Faire mieux respecter les 35 heures, voire passer aux 36 heures : Gabriel Attal et Gérald Darmanin ont avancé dimanche des pistes d'économies avec l'objectif de faire "travailler plus" les Français, s'inquiétant des hausses d'impôts voulues par le gouvernement de Michel Barnier.

"Il y a aujourd'hui un risque qu'on identifie, qui est de charger trop la barque sur les impôts et à la place de cela, on va proposer plutôt des réformes et la valorisation du travail", a plaidé l'ancien Premier ministre sur TF1 dimanche soir, assurant vouloir "aider" Michel Barnier à "réduire les déficits". "Un autre chemin est possible que celui des hausses d'impôts trop massives qui créeraient du chômage", a poursuivi Gabriel Attal, se disant notamment favorable à la reprise par le nouveau gouvernement de la réforme de l'assurance-chômage préparée lorsqu'il était à Matignon. "Elle est prête, il y a un décret, il suffit de le signer", a dit le chef des députés Ensemble pour la République (EPR).

"Risque de tuer la croissance"

Autre cadre macroniste, Gérald Darmanin a, lui aussi, alerté sur les risques d'une hausse des impôts. "Un choc fiscal ne fait pas une politique économique. Et cette voie risque de tuer la croissance et de créer du chômage de masse", a alerté l'ancien ministre des Comptes publics et de l'Intérieur dans un entretien au quotidien Les Echos.

À l'approche de la présentation du projet de budget par le Premier ministre Michel Barnier jeudi, le député du Nord poursuit sa campagne d'opposition aux hausses d'impôts, temporaires et ciblées, que le gouvernement prévoit. "Le sujet en France est qu'on ne travaille pas assez", s'est agacé Gérald Darmanin. "La bonne réponse" serait donc de "travailler plus", poursuit le député, annonçant au passage que Michel Barnier se rendra mardi à la réunion du groupe EPR à l'Assemblée.

Plusieurs leviers d'économie

Bien que membre du "socle commun" sur lequel Michel Barnier entend s'appuyer à l'Assemblée nationale, Gérald Darmanin a par ailleurs annoncé qu'il ne "votera pas" la partie dédiée aux recettes dans le projet de loi de finances pour 2025, si elle reste en l'état. "En revanche, je pourrais voter les économies dans la dépense publique", précise-t-il.

Gérald Darmanin propose plusieurs leviers d'économies : une réforme de l'audiovisuel public, "la suppression d'un deuxième jour férié dans le public comme dans le privé", le passage "à 36 ou 37 heures" de travail hebdomadaires dans le secteur public, ou encore l'augmentation des droits d'inscriptions pour les étudiants étrangers. "Autre piste, mettre en place un deuxième jour de carence pour les arrêts maladie dans la fonction publique", a proposé le parlementaire de Tourcoing, qui veut "mettre fin définitivement aux 35 heures".

Moins radical, Gabriel Attal a lui appelé à faire en sorte que les fonctionnaires soient "vraiment aux 35 heures" et pas en dessous. "On sait qu'aujourd'hui (...) tout le monde ne fait pas les 35 heures. Ça rapporterait un milliard d'euros de mettre tout le monde aux 35 heures. Ça permettrait d'éviter une partie des efforts qui sont demandés, par exemple, à nos retraités", a expliqué l'ex-Premier ministre.

LE FIGARO

Le Figaro

“Les jeunes de la génération Z font du travail un plaisir et une fierté”

Par Louise Darbon

Publié le 2 octobre 2024 à 19h40

Chez les actifs nés entre la fin des années 1990 et le début des années 2010, 8 sur 10 estiment que leur poste correspond à leurs attentes.

La génération Z n'est pas désabusée du travail, comme certains l'imaginent. Plus de 80 % des jeunes nés de la fin des années 1990 au début des années 2010 assurent que la réalité de leur poste correspond à leurs attentes ; 43 % associent leur travail à un plaisir - contre 34 % dans l'ensemble de la population active. Et quelque 38 % le voient même comme une source de fierté, soit 8 points de plus que dans la population globale. Un résultat loin de l'idée d'une génération victime d'une « épidémie de flemme », souligne une étude de l'Ifop pour la Confédération nationale des Junior- entreprises.

Alors que les rapports au travail changent, les jeunes actifs s'inscrivent dans cette évolution, 52 % d'entre eux se déclarant prêts à changer pour un emploi qui leur plairait plus, même s'ils étaient moins rémunérés. Alors que 34 % de la totalité des actifs s'y montreraient prêts. Pour la génération Z, l'ambiance de travail est en effet comme un critère décisif dans le choix d'un emploi (42 %), presque à égalité avec la rémunération (43 %).

L'entrepreneuriat, de son côté, attire plus largement les jeunes générations que l'ensemble des actifs - avec 7 jeunes sur 10 qui ont déjà envisagé de créer leur propre entreprise contre 3 actifs sur 10. Une envie qui est néanmoins freinée par la peur de l'échec, seuls 18 % des sondés s'estimant « très bien préparés » par leur formation à la création d'entreprise. Les jeunes de CAP et de BEP étant ceux qui se sentent le mieux préparés, l'Ifop estime que « ces cursus pourraient servir de modèles pour améliorer la formation à l'entrepreneuriat dans d'autres filières ».

Au niveau international :



“Le Directeur général de l'OIT appelle au renforcement de la coopération internationale pour relever les défis mondiaux du travail”

28 octobre 2024

GENÈVE (OIT Infos) – Gilbert F. Houngbo, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a plaidé pour un renforcement de la coopération internationale afin de relever les défis urgents du monde du travail et de faire progresser la justice sociale dans le monde entier.

Dans des déclarations prononcées lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Washington D.C., M. Houngbo a souligné la nécessité d'une action coordonnée pour lutter contre le chômage, les inégalités et l'impact du changement climatique sur le monde du travail. «Les défis complexes auxquels est confronté le marché du travail mondial requièrent une approche unie et collaborative. La coopération internationale n'est pas seulement bénéfique, elle est essentielle pour créer un avenir du travail plus équitable et plus durable», a déclaré M. Houngbo dans ses remarques au Comité monétaire et financier international du FMI et au Comité de développement conjoint Banque mondiale-FMI.

Le Directeur général a souligné que la Coalition mondiale pour la justice sociale, une initiative de l'OIT lancée en novembre 2023, est une plateforme clé pour l'action collective et le plaidoyer en faveur de la justice sociale mondiale.

«Avec plus de 300 partenaires, dont plus de 85 gouvernements et 40 organisations internationales, la Coalition mène des actions concrètes pour réduire les inégalités, atténuer la pauvreté et faire progresser la justice sociale dans le monde», a-t-il expliqué.

La capacité de la Coalition à rassembler un large éventail de parties prenantes dans un partenariat cohésif et transformateur est particulièrement significative, compte tenu des inégalités systémiques et des défis économiques complexes auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Selon les dernières projections de l'OIT, alors que le taux de chômage mondial devrait être de 4,9 % en 2024 et 2025, la répartition des emplois vacants est inégale, les femmes et les pays en développement étant particulièrement confrontés à des défis importants.

«Bien que nous observions des tendances positives dans certaines économies, la sous-utilisation de la main-d'œuvre reste omniprésente à l'échelle mondiale. Nous devons concentrer nos efforts collectifs sur la création d'emplois de qualité et l'extension de la protection sociale à tous les travailleurs, en particulier dans les pays en développement», a-t-il déclaré.

En outre, M. Hougbo a souligné la nécessité d'accroître les financements et les investissements dans les domaines de la protection sociale, de l'éducation, des soins de santé et des politiques de l'emploi. Il a appelé à un engagement renouvelé en faveur de la coopération internationale au développement, soulignant son rôle dans le soutien aux pays en situation de stress financier.

«L'aide publique au développement reste cruciale, en particulier pour les pays africains confrontés à d'importants déficits de financement pour assurer une protection sociale universelle. Nous exhortons les pays développés à respecter leurs engagements et à accroître leur aide», a déclaré M. Hougbo au Comité.

M. Hougbo a également souligné la nécessité de réformer l'architecture financière internationale afin de mieux répondre aux défis complexes d'aujourd'hui. Il a appelé à la mise en place d'outils de financement innovants et à l'amélioration de la coordination avec les gouvernements nationaux afin de garantir que l'aide au développement s'aligne sur les priorités nationales.

«La communauté internationale doit travailler ensemble pour réformer les mécanismes de gestion de la dette, en veillant à ce qu'ils s'alignent sur les besoins de développement à long terme des pays lourdement endettés. Cela permettra aux nations d'investir dans le travail décent et la justice sociale tout en rétablissant la santé budgétaire», a-t-il expliqué.

«En renforçant notre coopération internationale et en nous concentrant sur la justice sociale, nous pouvons créer un monde du travail plus résilient, plus équitable et plus durable. L'OIT est prête à jouer son rôle dans cette entreprise cruciale», a conclu M. Hougbo.



“Le Directeur général de l'OIT s'engage à accroître son soutien à l'Ukraine”

11 octobre 2024

KYIV, Ukraine (OIT Infos) – Au cours de sa visite, le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Gilbert F. Houngbo, s'est engagé à renforcer le soutien à l'Ukraine alors qu'elle est confrontée à l'impact sévère de la guerre sur sa population et son marché du travail.

«Je suis ici à Kyiv pour réitérer l'engagement inébranlable de l'OIT aux côtés du peuple ukrainien en cette période difficile. Après l'ouverture du tout premier bureau de pays de l'OIT à Kyiv en début d'année, nous allons maintenant intensifier nos efforts pour soutenir la résilience économique et les réformes du marché du travail», a déclaré Gilbert F. Houngbo.

Le Directeur général de l'OIT était accompagné du Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas Schmit. Ensemble, ils ont discuté avec des représentants du gouvernement ukrainien, notamment la première vice-première ministre et ministre de l'Economie, Yulia Svyrydenko; la vice-première ministre chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique et ministre de la Justice, Olha Stefanishyna; la ministre de la Politique sociale, Oksana Zholnovych, et le chef adjoint du bureau du président, Iryna Vereshchuk. Ces entretiens ont porté sur le rôle essentiel du dialogue social dans le soutien à la réforme du droit du travail et aux mesures visant à relever les défis auxquels est confronté le marché du travail ukrainien.

«La guerre a entraîné d'importantes perturbations sur le marché du travail ukrainien, provoquant des pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs, tels que la construction, le transport, la production d'acier et l'agriculture. L'OIT collabore avec ses mandants tripartites pour relever ces défis en investissant dans les compétences, en améliorant les conditions de travail, en renforçant la gouvernance du marché du travail et en augmentant la participation des femmes et des vétérans de guerre à la population active», a expliqué Gilbert F. Houngbo.

Le Directeur général et le commissaire européen ont également rencontré des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs pour discuter de leur contribution essentielle à la reconstruction de l'Ukraine. Ils se sont entretenus avec Dmytro Oliynyk, président de la Fédération des employeurs d'Ukraine, Vasyl Kostrytsia, vice-président de l'Association des organisations d'employeurs d'Ukraine, et Oleksii Miroshnychenko, président de la Confédération des employeurs d'Ukraine. Du côté des travailleurs, ils se sont entretenus avec Mykhailo Volynets, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, et Grigorii Osovyi, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine.

«La détermination de l'Ukraine à reconstruire est louable. Alors que le pays cherche à adhérer à l'UE, il est essentiel que sa nouvelle législation du travail soit non seulement conforme à l'acquis de l'UE, mais qu'elle respecte également les normes internationales du travail. Le dialogue social sera essentiel pour garantir une reprise durable et efficace», a déclaré Gilbert F. Houngbo.

Lors d'une réunion avec les partenaires internationaux du développement à Kyiv, l'OIT et la Communauté Européenne ont également souligné l'importance d'un soutien mondial continu à l'Ukraine pour garantir une reprise inclusive et durable.

***La commission presse vous remercie pour votre
lecture !***

*Antoine Bachelard
Katell Brignou
Ümüs Çetinkaya
Mélanie Coquerel
Pierre-Louis Guillon*